

5.4 Revenus des ménages

En 2008, le **revenu disponible des ménages (RDB)** a augmenté de 3,4 %, après + 5,2 % en 2007. Compte tenu de l'accélération du prix des dépenses de consommation des ménages, le **pouvoir d'achat** du RDB a fortement ralenti (+ 0,6 % après 3,1 % en 2007).

Les **dépenses « pré-engagées »**, difficilement renégociables à court terme, ont progressé plus rapidement que le revenu disponible. Ainsi la partie du **revenu** dite « **arbitrable** », c'est-à-dire après avoir payé les éléments pré-engagés du budget, a augmenté moins vite que le RDB (+ 2,7 % contre + 3,4 %). En termes réels, le revenu arbitral a stagné (- 0,1 %). Ces évolutions de revenu sont relatives à l'ensemble des ménages. Elles doivent être corrigées du dynamisme démographique pour refléter l'évolution individuelle moyenne. Rapporté au nombre d'**unités de consommation (UC)**, pour tenir compte à la fois de l'évolution du nombre des ménages et de leur composition, le pouvoir d'achat du revenu a stagné et le pouvoir d'achat du revenu arbitral par unité de consommation a reculé de 0,7 % en 2008 après une progression de 3,1 % en 2007.

Trois éléments expliquent pour l'essentiel le ralentissement du RDB des ménages : les revenus nets d'activité (pour - 0,7 point), les revenus du patrimoine (pour - 0,6 point) et les impôts (pour - 0,4 point). Quant aux **prestations sociales**, elles ont crû à un rythme

proche de celui observé les années précédentes.

En 2008, le ralentissement de l'activité a pesé sur les revenus des entrepreneurs individuels et sur la masse salariale brute reçue par les ménages. Cette dernière a décéléré (+ 3,2 % après + 4,4 % en 2007), essentiellement en raison de la moindre croissance de l'emploi salarié. À l'inverse, le ralentissement des cotisations sociales à la charge des ménages a soutenu le revenu disponible brut, notamment du fait des nouvelles exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires (loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite loi TEPA).

Par ailleurs, les revenus du patrimoine ont continué à ralentir. Les loyers (réels ou imputés) perçus par les ménages ont décéléré (+ 3,3 % après + 5,9 %) dans un contexte de stabilisation des prix de l'immobilier. De même, les revenus de la propriété (intérêts et dividendes reçus, nets des intérêts versés) ont été moins dynamiques en 2008, notamment sous l'effet du ralentissement des revenus de l'assurance-vie. Enfin, le total des impôts sur le revenu et le patrimoine (IRPP, CSG, CRDS, ISF...) payés par les ménages a progressé plus rapidement qu'en 2007 (+ 4,6 % après + 1,3 %). Cette progression est le contrecoup de la baisse de l'impôt sur le revenu l'année précédente avec la refonte du barème votée dans le cadre de la loi de finances 2007. ■

Définitions

Prestations sociales : transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins (liés à la maladie, la vieillesse, le logement, etc.). Ils sont effectués dans le cadre de l'assurance sociale par l'intermédiaire de régimes (publics ou privés) organisés de façon collective ou bien, en dehors de ces régimes dans le cadre de l'assistance sociale, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).

Dépenses pré-engagées, pouvoir d'achat, revenu arbitral, revenu disponible des ménages, revenu mixte, unité de consommation : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux », *Insee Première* n° 1265, novembre 2009.
- « L'Économie française », *Insee Références*, édition 2009.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2007 (r)	2008 (p)
Revenu primaire brut (en milliards d'euros)	34,2	92,7	340,1	753,9	1 059,3	1 394,4	1 442,0
Revenu primaire brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	33,6	27,5	20,9	20,5	19,8	20,5	20,7
Rémunération des salariés	61,3	67,1	73,3	71,0	71,2	70,6	70,4
Revenus du patrimoine	5,1	5,4	5,8	8,5	9,0	8,9	8,9
- Transferts nets de redistribution	- 5,1	- 8,5	- 11,7	- 11,8	- 12,9	- 11,0	- 11,0
Prestations sociales reçues	15,5	18,3	22,1	25,0	25,8	26,2	26,2
Cotisations sociales versées	- 16,7	- 21,2	- 27,4	- 30,3	- 27,3	- 27,3	- 27,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 4,4	- 5,5	- 6,9	- 7,6	- 12,6	- 11,4	- 11,6
Autres transferts courants	0,5	- 0,1	0,5	1,1	1,2	1,6	1,5
= Revenu disponible brut	94,9	91,5	88,3	88,2	87,1	89,0	89,0
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	32,4	84,8	300,1	665,0	923,0	1 240,5	1 283,2

Champ : y compris entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

	1960	1970	1980	1990	2000 (r)	2007 (r)	2008
Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros	32,4	84,8	300,1	665,0	923,0	1 240,5	1 283,2
Évolution du revenu disponible brut	11,6	12,5	13,7	6,3	5,7	5,2	3,4
Évolution des prix de la dépense de consommation	3,3	5,2	12,9	2,7	2,3	2,1	2,8
Évolution du pouvoir d'achat du RDB ¹	8,0	7,0	0,7	3,5	3,4	3,1	0,6
Évolution du pouvoir d'achat par personne	7,0	6,1	0,2	3,0	2,8	2,5	0,1
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	7,0	5,1	- 0,7	2,3	2,1	1,7	- 0,8
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	7,1	5,8	- 0,1	2,8	2,6	2,4	0,0

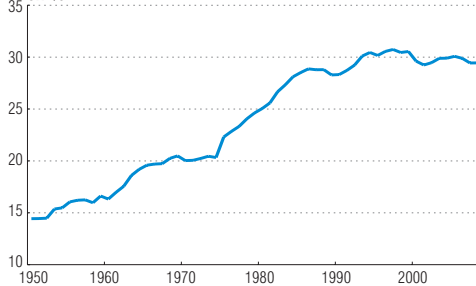
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : y compris entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages

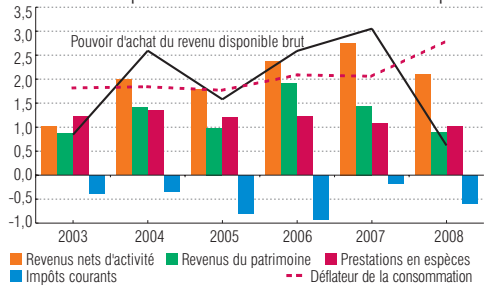
en %



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages

évolution du pouvoir d'achat en % et contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

	Revenu médian			Revenu médian			Revenu médian	
	en euros	en SPA ¹		en euros	en SPA ¹		en euros	en SPA ¹
Allemagne	17 707	17 338	France	16 563	15 604	Pays-Bas	18 207	17 718
Autriche	18 242	18 222	Grèce	10 200	11 577	Pologne	3 502	5 704
Belgique	17 563	16 726	Hongrie	3 936	6 631	Portugal	7 573	8 933
Bulgarie ²	1 384	3 242	Irlande	22 152	17 843	Rép. tchèque	5 419	8 913
Chypre	15 984	10 497	Italie	15 005	14 580	Roumanie	1 658	2 942
Danemark	23 341	16 958	Lettonie	3 350	5 594	Royaume-Uni	20 954	18 943
Espagne	12 005	13 011	Lituanie	3 276	5 854	Slovaquie	3 971	6 888
Estonie	4 447	6 765	Luxembourg	29 881	29 292	Slovénie	9 907	13 298
Finlande	18 703	15 534	Malte	9 125	12 572	Suède	18 554	15 968

1. Standard de pouvoir d'achat : monnaie commune artificielle garantissant une comparabilité de pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales.

2. Données 2006.

Source : Eurostat.